



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

**Marché relatif au nettoyage des locaux
des organismes de sécurité sociale
à Auch**

MAPA 01-2025

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS
Vendredi 7 mars 2025 à 12H00

Table des matières

1.	Objet du marché.....	4
2.	Parties contractantes du marché	5
3.	Cadre juridique.....	5
3.1.	<i>Mode de passation du marché.....</i>	5
3.2.	<i>Allotissement.....</i>	5
4.	Documents contractuels régissant le marché	6
5.	Durée – Date d’effet	7
5.1.	<i>Durée du marché.....</i>	7
5.2.	<i>Début d’exécution des prestations.....</i>	7
6.	Modalités de gestion.....	7
6.1.	<i>Réunion préalable</i>	7
6.2.	<i>État des lieux.....</i>	7
6.3.	<i>Matériels et objets confiés au Titulaire.....</i>	8
6.4.	<i>Période transitoire.....</i>	8
6.5.	<i>Réunion de suivi.....</i>	8
7.	Notification et information	9
8.	Obligations du titulaire.....	9
8.1.	<i>Obligation de résultat.....</i>	9
8.2.	<i>Obligations générales du titulaire quant au personnel.....</i>	10
8.3.	<i>Reprise du personnel.....</i>	10
8.4.	<i>Liste nominative du personnel.....</i>	11
8.5.	<i>Informations relatives au personnel à l’échéance du marché.....</i>	11
8.6.	<i>Responsabilité exclusive du titulaire à l’égard du personnel.....</i>	11
8.7.	<i>Plan de continuité d’activité.....</i>	12
8.8.	<i>Biens</i>	13
8.9.	<i>Obligations diverses</i>	13
9.	Modalités financières.....	14
9.1.	<i>Prix du marché.....</i>	14
9.1.1.	Forme et contenu du prix	14
9.1.2.	Modalités de variation des prix	14
9.1.3.	Clause butoir	15
9.2.	<i>Modalités de paiement.....</i>	15
9.2.1.	Modalités de facturation	15
9.2.2.	Avance.....	16
9.2.3.	Intérêts moratoires.....	16

10.	Clauses environnementales	16
11.	Modifications en cours de marché	17
11.1.	<i>Modifications relatives au titulaire</i>	17
11.2.	<i>Suspension des prestations</i>	18
11.3.	<i>Suppression des prestations</i>	18
11.4.	<i>Modifications des prestations</i>	19
11.5.	<i>Ajout de prestations</i>	19
12.	Vérification et admission des prestations	19
12.1.	<i>Vérifications</i>	19
12.2.	<i>Décision après vérification</i>	20
13.	Pénalités	21
13.1.	<i>Dispositions générales</i>	21
13.2.	<i>Pénalités</i>	22
14.	Dispositions relatives à la sous-traitance et au groupement d'opérateurs économiques	24
14.1.	<i>Demande de sous-traitance</i>	24
14.2.	<i>Dispositions applicables aux sous-traitants</i>	25
14.3.	<i>Forme juridique du titulaire en cas de groupement</i>	25
14.4.	<i>Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques</i>	26
15.	Lutte contre le travail dissimulé	26
16.	Responsabilité en cas de dommages - Assurance responsabilité civile professionnelle	26
16.1.	<i>Responsabilité en cas de dommages</i>	26
16.2.	<i>Assurance responsabilité civile professionnelle</i>	27
17.	Situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance	27
18.	Résiliation du marché	29
18.1	<i>Conditions de résiliation du marché</i>	29
18.2.	<i>Redressement ou liquidation judiciaire</i>	29
19.	Exécution aux frais et risques du titulaire	30
20.	Gestion de fin de marché	30
21.	Droit et langue	31
22.	Règlement des litiges	31
22.1.	<i>Recours amiable - Mémoire en réclamation</i>	31
22.2.	<i>Recours contentieux</i>	31
22.3.	<i>Juridiction compétente</i>	31
23.	Déroptions au C.C.A.G-F.C.S.	32

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites des organismes de sécurité sociale, situés à Auch (32), aux adresses suivantes :

- **Centre d'examen de santé (Cpam)** : 64 Boulevard Roquelaure – 32000 AUCH
- **Bureaux CAF et CPAM du Gers** : Bâtiment 19, allée des arts – 32000 AUCH
- **Bureaux CAF** : 14 rue Federico Garcia Lorca – 32000 AUCH
- **Bureau CPAM** : 35 ter avenue des Pyrénées – 32000 AUCH

Il s'agit de locaux de repli que les services de la CAF et de la CPAM du Gers occuperont pendant les travaux de réhabilitation du bâtiment commun d'Auch.

Ces travaux devront débuter au 01/04/2025 pour une durée de 2 ans.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations, décrites dans le CCTP, à savoir :

- Le nettoyage des locaux,
- Le nettoyage des surfaces vitrées intérieures et extérieures de l'ensemble des bâtiments
- L'enlèvement des déchets,
- La fourniture des consommables pour les sanitaires.

La consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications, sont contenus dans les cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Elles devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une **obligation de résultat** pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et au cahier des Clauses Techniques Particulières. Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché.

Les fréquences minimales pour obtenir la qualité requise ne sont cependant constitutives, pour le Titulaire, que d'un engagement minimum, le marché étant, en effet, soumis à une obligation de résultat.

Au titre de cette obligation, le Titulaire s'engage à ce que tous les locaux concernés par le présent marché soient propres et exempts de toutes salissures. Il devra donc assurer toutes les tâches nécessaires au maintien de la propreté et de l'hygiène dans les locaux, même si celles-ci ne sont pas toutes explicitement mentionnées dans le CCTP.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité de l'organisme et qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.

La procédure de contrôle mentionnée au marché permettra de garantir le bon accomplissement de l'objectif de résultat.

2. Parties contractantes du marché

Le pouvoir adjudicateur :

La Caisse d'Allocations Familiales du Gers
représentée par son Directeur, Emmanuel ROUIT,

11 rue de Châteaudun - 32013 AUCH Cedex

est pouvoir adjudicateur du marché

Le Comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'Allocations Familiales du Gers, Sébastien JAMOIS

D'une part,

Et

Le signataire de l'Acte d'engagement accepté par le pouvoir adjudicateur ci-après dénommé « le Titulaire »

D'autre part,

3. Cadre juridique

3.1. Mode de passation du marché

La présente consultation est passée en procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale renvoyant aux articles L2123-1, R2123-1 et suivants du code de la commande publique

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

3.2. Allotissement

Ce marché n'est pas alloti.

4. Documents contractuels régissant le marché

Le présent marché est régi par les pièces suivantes, citées dans l'ordre de priorité décroissant :

L'acte d'engagement

- Annexe 1 : Cadre de décomposition du prix forfaitaire
- Annexe 2 : cadre de réponse technique (CRT) correspondant à l'offre technique du titulaire
- Annexe 3 : Acte de sous-traitance DC4

■ Le présent cahier des clauses administratives particulières (**CCAP**) et ses annexes

- Annexe 1 : Liste de reprise du personnel

■ Le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**) et ses annexes :

- Annexe 1 : Descriptif des locaux
- Annexe 2 : État des consommables
- Annexe 3 : Fréquences d'intervention
- Annexe 4 : Feuille de contrôle
- Annexe 5 : Horaires
- Annexe 6 : PV état des lieux

■ Tous les documents produits par le titulaire en cours de marché (bons d'intervention, cahiers de liaison, planning d'intervention, etc...) ;

■ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

■ Le cahier des clauses administratives générales (**CCAG-FCS**) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 19 janvier 2009.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Les pièces évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions de vente (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions du titulaire comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts du pouvoir adjudicateur, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Le titulaire du marché est réputé connaître les documents ci-dessus énumérés et est tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble des pièces contractuelles, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles. Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou dans les tarifs du Titulaire contraire aux dispositions des documents régissant le marché, est réputée non conforme.

5. Durée – Date d’effet

5.1. Durée du marché

Le marché sera conclu pour une durée de 2 ans (Durée prévisionnelle des travaux de réhabilitation du bâtiment du siège).

Entre la notification du marché et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire procède à la mise en place des prestations, notamment à la reprise du personnel avec le titulaire sortant (voir art 8.3 CCAP et annexe 1 du présent CCAP).

5.2. Début d'exécution des prestations

Le début d'exécution des prestations forfaitaires est prévu le **1^{er} avril 2025**.

6. Modalités de gestion

6.1. Réunion préalable

Avant tout commencement d'exécution, une réunion de préparation est organisée par le représentant de l'organisme avec les représentants du Titulaire, afin d'examiner les différents points suivants :

- Le plan de prévention ;
- L'état des lieux ;
- L'état des clefs, badges et matériel confiés au Titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- Les modalités de présentation des personnels du titulaire au représentant de l'organisme ;
- Les modalités de transmission des consignes de sécurité aux personnels du titulaire par le représentant de l'organisme (règlement intérieur, consignes incendie, plan d'évacuation).

6.2. État des lieux

Le Titulaire et le représentant de l'organisme dressent contradictoirement un état des lieux pour l'ensemble des sites objets de la prestation à réaliser (Annexe 6 du CCTP)

Le Titulaire déclare connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en la matière.

Dans un délai de 15 jours suivant la prise en charge, le Titulaire peut présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées. À l'issue de ce délai le Procès-Verbal est signé des deux parties.

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, le matériel mis à sa disposition par l'organisme ainsi que les locaux en bon état de propreté et d'hygiène.

6.3. Matériels et objets confiés au Titulaire

Le Titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel ou objet qui lui est confié, dès que ce matériel ou objet est entré effectivement en sa possession.

Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Si le Titulaire ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, l'organisme décide, après s'être informé de ses possibilités, de la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou remboursement.

Dans le cas d'un remboursement, la valeur prise en compte sera la valeur résiduelle à la date de la disparition du bien ou du sinistre.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur dote le Titulaire de clés et/ou badges en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations ; à cet effet, une liste détaillée des clés et/ou badges est remise au Titulaire à la prise de fonction.

En cas de perte ou de vol, le Titulaire avise aussitôt le représentant de l'Organisme des exemplaires manquants, ceux-ci sont remplacés et font l'objet d'une facturation au Titulaire, au tarif en vigueur.

Le Titulaire ne doit en aucun cas, étiqueter les clés et/ou badges de façon à les rendre identifiables en cas de perte.

En fin de marché, le Titulaire est tenu de remettre au représentant de l'Organisme les clés et/ou badges confiés initialement.

6.4. Période transitoire

À compter de la date de prise d'effet du marché sur chaque site s'ouvre une période de trois mois permettant au titulaire et à l'organisme de procéder aux éventuels ajustements nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Pendant cette période aucune pénalité ne sera appliquée.

Cette disposition s'applique à la gestion technique du marché ; elle ne s'applique pas à la gestion administrative notamment en cas de retard de présentation de pièces dont la production est assortie de délais.

6.5. Réunion de suivi

Des réunions semestrielles de suivi sont mises en place afin :

- D'établir un bilan au vu des doléances du personnel et/ou du public ainsi que des remarques du responsable de sites ;
- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité (fréquences de nettoyage, formation du personnel, technicité et méthodologie) ;

- De faire le point sur les effectifs du Titulaire (remplacements, comportements, etc.)
- De vérifier l'engagement du Titulaire pour la réalisation des actions de formation de son personnel (production des justificatifs nécessaires) ;
- De mettre à jour, le cas échéant, le plan de prévention.

Ces réunions mettent en présence :

- Pour l'organisme : le représentant de la CAF DU GERS
- Pour le titulaire : le responsable du site et l'inspecteur du site

Elles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par l'organisme.

7. Notification et information

Les notifications au titulaire des décisions et informations du pouvoir adjudicateur pourront être faites :

- Soit directement au Titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Par lettre recommandée avec accusé de réception, la date de l'avis de réception postale par le Titulaire étant retenue comme date de notification ;
- Soit par courriel (messagerie électronique). Ces modes de notification seront privilégiés.

Toutefois, tout moyen de communication, adapté à la demande en fonction de l'urgence peut être utilisé (téléphone).

Le Titulaire utilise le mode de réponse demandé par le pouvoir adjudicateur. Toute réponse par téléphone est confirmée par écrit.

8. Obligations du titulaire

8.1. Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minima ; ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations.

Les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

8.2. Obligations générales du titulaire quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- à la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.
- à la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure.
- à ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution.
- aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
 - ◆ L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
 - ◆ L8231-1 à L8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
 - ◆ L8221-1 à L8227-7 relatifs au « travail dissimulé »,
 - ◆ L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
 - ◆ D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
 - ◆ L4741-1 à L4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité »

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du Titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

8.3. Reprise du personnel

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent contrat de nettoyage.

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues dans cette

annexe (Cette application concerne les obligations de reprise du personnel du titulaire selon la liste fournie en annexe1 au présent CCAP).

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. Le Pouvoir Adjudicateur n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

8.4. Liste nominative du personnel

Le Titulaire fournit à l'organisme la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de la date de notification du marché (voir art 4.5.2 CCTP réunion préparatoire à la mise en place).

En cas de remplacement du personnel du Titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer l'organisme de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'organisme soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste.

8.5. Informations relatives au personnel à l'échéance du marché

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de l'organisme, le Titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnels à reprendre,
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein,
- La nature des contrats à reprendre,
- Les avantages dont disposent les personnels,
- L'expérience des personnels à reprendre,
- L'ancienneté des personnels à reprendre,
- La qualification des personnels à reprendre,
- Le site de l'acheteur sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

La demande de l'organisme peut intervenir dans les cas suivants : non reconduction, résiliation, ou renouvellement du marché.

8.6. Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire notamment et y compris pendant les périodes de remplacement du personnel de l'organisme. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du

Titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du Titulaire.

L'organisme ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du Titulaire est soumis au règlement intérieur de l'organisme où il intervient, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par celui-ci.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'Organisme.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux de l'Organisme où il intervient.

Tenues de travail et équipement de protection

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre quotidiennement.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de son intervention, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Équipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour se protéger et éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Travailleurs d'aptitude physique restreinte

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

8.7. Plan de continuité d'activité

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté au responsable de chaque Organisme un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu

dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec le responsable de l'organisme à cet effet afin de lui préciser les attendus de celui-ci.

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites de l'organisme.

8.8. Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le matériel appartenant au Titulaire ou mis à sa disposition par le représentant de l'Organisme doit être tenu en bon état de marche et est régulièrement contrôlé ; il doit rester ou être rendu conforme aux règles de sécurité en vigueur.

8.9. Obligations diverses

Le Titulaire et l'organisme désignent un interlocuteur privilégié pour assurer la coordination nécessaire à la bonne exécution des prestations.

Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'organisme tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du responsable de l'Organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire.

Obligation de remplacement

Le titulaire est tenu de remplacer le personnel dont le changement est demandé par le responsable de l'organisme. La demande devra être motivée.

9. Modalités financières

9.1. Prix du marché

9.1.1. *Forme et contenu du prix*

L'ensemble des prestations décrites au CCTP, quelle que soit leur périodicité, est inclus dans le prix forfaitaire mensuel.

Ce prix est établi en fonction des périodicités, des surfaces, des personnels employés, des matériels et des produits mis en service et utilisés. Tous ces éléments sont précisés dans le CCTP et ses annexes.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses notamment de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Les prix sont exprimés en euros hors TVA et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification du prix.

9.1.2. *Modalités de variation des prix*

Les prix fixés dans l'acte d'engagement sont fermes pendant la première année d'exécution. Ils feront l'objet d'une révision de prix à la date anniversaire du marché.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisés par l'application au prix du marché de la formule suivante :

$$Pr = Po [0.15 + 0.85 (I_a / I_o)]$$

Dans laquelle

Pr = Prix Révisé

Po = Prix initial fixé dans l'offre du titulaire

I_a = valeur de l'indice INSEE Identifiant **010766545** (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - Services de nettoyage - Prix de marché - Base 2021 - Données trimestrielles brutes) connue lors du mois précédent la date anniversaire de notification

I_o = valeur de l'indice INSEE Identifiant **010766545** (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - Services de nettoyage -

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par **le pouvoir adjudicateur**. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

À la date mentionnée dans la périodicité de révision des prix, le titulaire adresse **au responsable de l'organisme** par courrier en recommandé avec accusé de réception le détail du prix révisé calculé au moyen de la formule de révision des prix susvisée. Le silence de l'organisme dans un délai de 21 jours calendaires à compter de la réception du courrier de révision vaut acceptation du prix révisé.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, **l'organisme** lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

9.1.3. *Clause butoir*

Une clause « butoir » est instituée ainsi qu'il suit : il est expressément convenu et accepté par le candidat ayant vocation à devenir le Titulaire du marché que la révision des prix est plafonnée à 3 % par année.

Dans le cas où la révision annuelle devrait être supérieure, le marché resterait régulièrement exécutable par le titulaire avec l'application maximale de ce taux-plafond de révision.

9.2. Modalités de paiement

9.2.1. *Modalités de facturation*

Le marché étant considéré comme s'exécutant de façon continue, les factures seront adressées à l'organisme en début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Les factures pourront être adressées sur support électronique (plateforme Chorus pro).

Le montant à facturer résulte de l'application des prix tels que définis à l'acte d'engagement

Les paiements pourront faire l'objet d'une pénalité ou d'une réfaction pour prestations non exécutées ou mal exécutées, conformément aux articles 12 et 13 du présent CCAP.

Les factures comprennent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le numéro et l'objet du présent marché ;

- la nature des prestations exécutées ;
- les taux et montants de TVA ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- la date de facturation ;
- la date d'exécution des prestations ;

Le mandatement des sommes dues sera effectué par virement dans les 30 jours suivant la date de réception de la facturation.

En cas de contestation par l'organisme des éléments facturés, le délai de 30 jours partira à compter de la date de réception de la nouvelle facture ou de l'accord sur la facturation initiale.

9.2.2. Avance

Une avance pourra être versée dans les conditions fixées par le titre IX chapitre 1 du code de la commande publique si le titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial hors prestations sous-traitées dans le cadre du paiement direct, est supérieur à 50 000 € HT. Le taux de l'avance est fixé à 5%.

9.2.3. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé. Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10. Clauses environnementales

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, doivent être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

Par ailleurs, le responsable de l'organisme procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans le Cadre de Réponse Technique (CRT).

L'ensemble des éléments techniques relatif aux spécifications environnementales (produits, consommables et pratiques socio et éco responsables) est décrit à l'article 5 du CCTP.

En cas de manquements à ces obligations, il pourra être fait application de l'article 13.2 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

11. Modifications en cours de marché

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenants en fonction des évolutions futures de l'organisme tant en matière de locaux que de mobiliers.

11.1. Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir Adjudicateur. De même, le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'acceptation, le Titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés initiales datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir Adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir Adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

11.2. Suspension des prestations

L'organisme se réserve la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations programmées notamment en cas de

- fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site (zones, paliers etc...) par suite de travaux,
- de déménagement
- d'inoccupation temporaire de locaux par suite de mise en place du télétravail le cas échéant.

La liste énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive.

Dans ce cas, l'organisme devra en informer, par écrit, le titulaire dans un délai minimum de **30 jours calendaires** avant la date de la fermeture temporaire du site.

La suspension doit également et obligatoirement faire l'objet d'une décision de l'organisme indiquant :

- le motif de la suspension,
- les prestations qui seront suspendues,
- la période de suspension (date de début et date de fin),
- le montant des prestations correspondantes à déduire du prix forfaitaire.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur. Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

11.3. Suppression des prestations

L'organisme peut être contraint à fermer (fermeture définitive du site) un ou plusieurs des bâtiments compris dans le marché. Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) ou partie de bâtiment, seront donc supprimées.

L'organisme informera le Titulaire de ce changement par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de **30 jours calendaires** avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'un avenant de la part de l'organisme :

- supprimant les prestations programmées concernant le ou les bâtiments ou partie de bâtiment dans les pièces du marché (CCTP, Annexes techniques etc...).
- diminuant le prix global et forfaitaire mensuel d'un montant égal au prix forfaitaire mensuel des prestations programmées pour ce ou ces bâtiments.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par l'organisme. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

11.4. Modifications des prestations

L'organisme se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans le marché notamment dans les cas suivants :

- suite à des travaux réalisés dans les locaux
- en cas de changement d'occupants

Les modifications concernées sont :

- fréquence de passage ;
- changement de revêtement de sol (sol dur / sol moquette) ;
- changement de zonage ;
- modification de prestations spécifiques ;
- modification de la surface.

En cours d'exécution du marché, les éventuelles modifications, sur site existant, des surfaces de sol à nettoyer représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 10 % de la surface de l'étage sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

De même, les variations en plus ou en moins inférieure ou égale à 10 % de la surface de la vitrerie de l'étage, sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

Si les variations de surface sont supérieures à 10 %, les modifications du prix forfaitaire font l'objet d'un avenant au marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire la fiche de site modifiée, y compris dans les cas n'entraînant pas de changement du prix forfaitaire.

11.5. Ajout de prestations

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter des prestations notamment dans les cas suivants :

- Extension ou achat d'un bâtiment, récupération de zones initialement louées ou inoccupées

Pour les ajouts, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un avenant précisant les prestations à réaliser pour les locaux en question (cahier des charges techniques et décomposition du prix global et forfaitaire, le titulaire transmettra un devis correspondant aux prestations demandées en rapport avec les prix du marché) ou un marché en application de la procédure négociée pour réalisation de prestations similaires (voir article 3.1. du présent CCAP).

12. Vérification et admission des prestations

12.1. Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux articles 22 et 23 du CCAG-FCS, les modalités de contrôle sont définies dans le CCTP (article 6).

12.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'organisme prendra sa décision dans les conditions prévues au CCTP et au CCAP par dérogation à l'article 24 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 23 et à l'article 24 du CCAG-FCS, le procès-verbal de vérification est réputé admis en l'absence d'observations formulées dans les 48 h.

Dans le cadre des contrôles effectués par l'organisme et décrits dans le CCTP et par dérogation à l'article 25.2 du CCAG-FCS, l'admission est ajournée jusqu'à ce que les prestations du Titulaire soient revenues à la normale dans les délais impartis mentionnés à l'article 6.3.3 du CCTP.

Réfections :

Lorsque l'organisme estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, ils peuvent les admettre avec réfaction de prix, selon les indications détaillées ci-après :

- Réfections pour défaut de qualité lié aux produits, méthodes ou matériels utilisés

Toute défaillance liée à l'utilisation de produits, de méthodes ou de matériels ne respectant pas les normes prescrites par le Pouvoir Adjudicateur donne lieu à une réfaction forfaitaire de 100 €HT (cent euros hors taxe) par manquement constaté.

Les dommages provoqués par l'utilisation de ces produits, méthodes ou matériels, donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût de la remise en état des installations ou équipements.

- Réfections pour défaut de qualité des prestations (y compris approvisionnement des consommables)

Durant une période de 30 jours à compter de la date de prise d'effet du marché, délai nécessaire à la mise au point des défauts admissibles par site, aucune réfaction n'est appliquée.

Au terme de ce délai, il est mis en place un système sanctionnant les défaillances en matière de qualité. Le pouvoir adjudicateur peut procéder à des contrôles (Cf. Article 6 du C.C.T.P.).

Pour chaque contrôle effectué sur un site, lorsque des insuffisances sont constatées (cette constatation sera effectuée par tout moyen écrit, et en tout état de cause a minima sur le cahier de liaison), le Pouvoir Adjudicateur pourra appliquer de plein droit sur la facture correspondante, les réfections forfaitaires suivantes :

Niveau de réfaction	Taux de qualité par site	Montant de la réfaction (€ HT) / %
1	1 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non atteint sur une période de 4 mois sur un site	7 % du montant mensuel du site contrôlé
2	2 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non atteint sur une période de 4 mois sur un site	10 % du montant mensuel du site contrôlé
3	3 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non atteint sur une période de 4 mois sur un site	15 % du montant mensuel du site contrôlé

Enfin, à partir de 4 fois le seuil d'acceptabilité de 60% non atteint sur une période de 12 mois consécutifs pour un site (art 25.4.1 CCAG FCS) le pouvoir adjudicateur peut, après avoir recueilli les observations du titulaire, :

soit

- prononcer le rejet de l'ensemble des prestations pour ce site. Dans ce cas le mois de la constatation du quatrième manquement ne sera pas payé ; le Titulaire devra néanmoins reprendre à ses frais l'intégralité de la prestation.

soit

- Résilier le marché. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire.

Le nombre de contrôles n'est pas limité : il est laissé à la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur.

13. Pénalités

13.1. Dispositions générales

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, **sans mise en demeure préalable**.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de ces pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du Pouvoir Adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser toute ou partie du marché

aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles programmés ou inopinés.

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 20 % du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui peut présenter ses observations à l'Organisme dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

13.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités ci-après s'appliquent :

MANQUEMENTS CONSTATES	MONTANT DE LA PENALITE
Non-respect des dispositions des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail (Cf art 15 du présent CCAP)	500 € HT par jour de retard après le dernier jour du délai de régularisation mentionné par l'organisme
Non-respect des délais fixés pour la réunion préparatoire et la mise en place des prestations	50 € HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur
Non production du planning prévisionnel d'exécution ou de la liste nominative du personnel dans les délais fixés au CCTP	50 € HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai
Absence de cahier de liaison sur un site	100 € HT par constat
Non-respect des prescriptions du plan de prévention et des consignes relatives à la protection des installations	100 € HT par infraction constatée.
Non remplacement des personnels ne donnant pas satisfaction.	150 € HT par semaine de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur.
Prestation non réalisée suite à l'absence d'un agent non remplacé	150 € HT par jour
Non réapprovisionnement des consommables sanitaires Non nettoyage des appareils sanitaires Rupture d'approvisionnement des produits d'entretien	50 € HT par infraction constatée.
Absence non justifiée à une réunion planifiée (programmée ou à la demande du Pouvoir Adjudicateur) ou à un contrôle contradictoire de la qualité	100 € HT par absence
Non-respect des dispositions de l'article 5 du CCTP relatif à l'utilisation de produits, consommables et matériels de qualité écologique	50 € HT par infraction constatée

Non-respect des consignes liées à la sécurité d'un bâtiment (non-fermeture des locaux, fenêtres, volets, portes)	300 € HT par constat
Non-respect des fréquences de passage fixées	100 € HT par constat
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel ou utilisation de matériel hors d'usage ou défectueux ou susceptible de provoquer des dégradations. Non-conformité des équipements utilisés avec ceux décrits au marché	100 € HT par constat
Non étiquetage des produits, absence de mention des risques encourus (code couleur, pictogrammes etc..)	100 € par manquement constaté
Non remise de l'attestation d'assurance	150 € HT par jour de retard
Introduction d'un tiers non autorisé	250 € HT par constat
Non remise des badges et des clés dans les délais fixés par le Pouvoir Adjudicateur	150 € HT par jour de retard
Non transmission par le titulaire des éléments relatifs à la masse salariale	150 € HT par semaine de retard
Non transmission par le titulaire des éléments relatifs aux attestations de formation.	150 € HT par semaine de retard
Non vidage des corbeilles, non remplacement des sacs poubelle (y compris dans les toilettes), lumières non éteintes en fin de service	30 € HT par manquement
Salissures sur installations et équipements	30 € HT par constatation
Défaut de balayage des sols thermoplastiques, de lavage des sols carrelés ou d'aspiration des sols	50 € HT par manquement
Non sortie des conteneurs	50 € HT par manquement
Non nettoyage des vitres	50 € HT par manquement
Tenue de travail non portée	30 € HT par manquement

Le montant total des pénalités en cas d'inexécution d'une prestation est plafonné à 20% du montant forfaitaire mensuel à payer.

Les jours de retard s'entendent en jours calendaires. Le jour où la prestation objet de la pénalité a été réalisée n'est pas comptabilisé dans les jours de retard.

Indépendamment des pénalités applicables pour les prestations non réalisées, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de pourvoir à leur exécution aux frais et risques du titulaire.

14. Dispositions relatives à la sous-traitance et au groupement d'opérateurs économiques

14.1. Demande de sous-traitance

Le titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à réaliser devra respecter les dispositions des articles R 2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La sous-traitance de certaines parties du marché est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Pouvoir Adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur.

Les articles précités précisent les modalités à respecter dans le cas d'une demande de sous-traitance :

- **Si la demande intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition**, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant
 - La nature des prestations sous-traitées,
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
 - Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les variations de prix,
 - Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

- **Si la demande est présentée après le dépôt de l'offre**, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur – ou lui adresse par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception – une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus pour la demande au moment du dépôt.

Le titulaire établit, en outre, qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R 2193-22 du code de la commande publique, en produisant – lorsque les dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-12 s'appliquent au marché – soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le cas d'une demande de sous-traitance qui intervient au moment du dépôt de l'offre.

14.2. Dispositions applicables aux sous-traitants

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le titulaire devra préciser :

- L'organisation précise de la prestation ;
- Les responsabilités de chacun, titulaire et sous-traitant, le titulaire restant seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ;
- Les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite au Pouvoir Adjudicateur, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des prestations à réaliser.

En cas d'acceptation par le Pouvoir Adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au Pouvoir Adjudicateur.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant – qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur – est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Conformément aux articles R 2193-11 à R 2193-15 du code de la commande publique le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose à ses bureaux contre récépissé. Le sous-traitant informe l'organisme de l'envoi de sa demande et lui transmet un DUPLICATA. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme. L'absence de réponse du titulaire à l'expiration de ce délai vaut accord.

En cas d'accord, le titulaire adresse au sous-traitant la facture validée accompagnée d'une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement de la sous-traitance. Le titulaire reprend dans cette facture les éléments financiers de ses propres prestations et les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter :

- de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ;

Ou

- de l'expiration du délai de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni refus ;

L'organisme informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

14.3. Forme juridique du titulaire en cas de groupement

Le groupement sera conjoint avec mandataire solidaire. En cas de défaillance du mandataire l'entreprise déclarée juste en second dans la constitution du groupement devient mandataire solidaire.

14.4. Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques

Par dérogation aux dispositions de l'article 12 du CCAG FCS, chaque opérateur, membre du groupement, adresse sa demande de paiement au service compétent de l'organisme.

La demande de paiement doit respecter la forme définie à l'article 9.2.1 du présent CCAP.

15. Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché (montant consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

16. Responsabilité en cas de dommages - Assurance responsabilité civile professionnelle

16.1. Responsabilité en cas de dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel et aux biens de l'organisme par le titulaire qu'il

s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Il garantit l'organisme contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'organisme du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'organisme.

16.2. Assurance responsabilité civile professionnelle

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

17. Situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance

En application des articles R 2143 - 6 à R 2143 - 10 et R 2143 – 16 du code de la commande publique, il sera demandé au candidat retenu, de remettre au pouvoir adjudicateur tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles et ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-2.
- Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat doit fournir l'un des documents suivants mentionnés à l'article D. 8222-5 du code du travail :
 - a) Un extrait d'un registre pertinent (extrait K ; K bis ; D1)
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- La liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7 du code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le candidat devra joindre une traduction française de ces documents.

Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par e.attestation, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 19 du présent CCAP.

18. Résiliation du marché

Principes généraux

Le Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci dans les conditions prévues au présent Article.

Dans le cas d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale de l'entreprise titulaire, cette dernière devra en informer le Pouvoir Adjudicateur qui pourra prononcer la résiliation du marché. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification

18.1 Conditions de résiliation du marché

La résiliation pourra être prononcée pour faute du titulaire dans l'exécution des prestations du présent marché conformément chapitre 6 du C.C.A.G-F.C.S.

La résiliation pourra être également prononcée unilatéralement et sans indemnité :

- En cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 11 du présent C.C.A.P ;
- En cas de non-respect des dispositions contractuelles ;
- Si durant une période de 12 mois consécutive, les taux de qualité obtenus ont été 4 fois inférieurs à 60 %.
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés à l'article 17 du présent CCAP, il est fait application des conditions suivantes de résiliation :
Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par le pouvoir adjudicateur, aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

18.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et obligations contractuelles prévues dans le marché.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter ses prestations, pour une raison quelconque, il doit informer immédiatement le responsable de site ou son représentant par tout moyen (correspondance électronique privilégiée) et confirme cette impossibilité en la justifiant.

En application de l'article 36 du CCAG/FCS, l'organisme peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire.

20. Gestion de fin de marché

Le prestataire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.

En fin de marché, quel qu'en soit le motif, le titulaire transmet au Pouvoir Adjudicateur les informations relatives au personnel à reprendre à savoir à minima :

- Masse salariale des personnes à reprendre
- Le nombre de salarié à reprendre et leur équivalent à temps plein,
- Les natures des contrats à reprendre
- Les avantages dont dispose les personnels
- L'expérience des personnels à reprendre
- L'ancienneté des personnels à reprendre
- La qualification des personnes à reprendre
- Le site sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

Reprise du matériel

Le titulaire devra reprendre à ses frais exclusifs, dès le terme du marché, l'ensemble de son matériel (charriots, produits etc...) dans un délai de 5 jours. Passé ce délai, les responsables de site procéderont à l'enlèvement des matériels concernés aux frais du titulaire.

21. Droit et langue

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toutes natures relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

22. Règlement des litiges

22.1. Recours amiable - Mémoire en réclamation

Le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations ou à l'exécution des prestations objet du marché. L'accord constaté ou l'impossibilité d'accord fait l'objet d'un écrit.

En l'absence d'accord amiable, tout différent ou litige porté par le Titulaire doit faire l'objet, de sa part, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

22.2. Recours contentieux

A l'issue de la procédure décrite à l'article précédent et à défaut d'accord la partie la plus diligente saisit le tribunal compétent, elle ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

22.3. Juridiction compétente

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du présent marché est le Tribunal de Grande Instance, situé dans le siège du ressort de la Caisse d'Allocations Familiales du Gers.

23. Dérogations au C.C.A.G-F.C.S

Hormis les dérogations du présent C.C.A.P rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures Courantes et Services :

Articles du CCAP dérogatoires	Articles du CCAG visés	Nature de la dérogation
Article 4	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
Article 5.2	Article 13.1.1	Début d'exécution des prestations
Article 12.1	Articles 22 et 23	Modalités des contrôles
Article 12.2	Article 24	Décision vérification
Article 12.2	Article 25.3	Réfaction
Article 13.2	Article 14.1	Pénalités
Article 18	Article 32	Résiliation pour faute du titulaire
Article 22	Article 37	Différends et litiges

ANNEXE 1 : TABLEAU REPRISE DU PERSONNEL

CAF DU GERS

AGENT (N)	QUALIFICATION	ANCIENNETE SUR SITE	TYPE DE CONTRAT	PRIME D'EXPERIENCE	PRIMES DIVERSES	SALAIRE BRUT MENSUEL

Fait à

Le

Signature et cachet de l'entreprise